FRANCEMÉDIATION
Les acteurs de la médiation sociale

AGIR ENSEMBLE ET N'OUBLIER PERSONNE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019

P4 **LA MÉDIATION SOCIALE**
Faciliter les relations sociales du quotidien
Un métier à haute valeur déontologique désormais encadré par une norme Afnor

P6 **FRANCE MÉDIATION**
Une association nationale d'acteurs de la médiation sociale
Un champ d'action complet
La culture du partenariat

P8 **INSTANCES ET RÉSEAU DES MEMBRES**

P10 **L'ADHÉSION À FRANCE MÉDIATION**
Un outil autant qu'un projet

P11 **AU PLUS PRÈS DES TERRITOIRES**
Exemples d'actions menées par France Médiation et ses adhérents en 2019

P12 **2019 EN CHIFFRES ET EN IMAGES**

P14 **REPRÉSENTER ET ANIMER**
Porter la voix de la médiation sociale auprès des pouvoirs publics
Valoriser les dynamiques
Impulser une mise en réseau
Accompagner collectivement et individuellement

P18 **FORMER**
La formation, un savoir-faire de France Médiation reconnu,
structurant pour le secteur.

P21 **DÉVELOPPER**
Observatoire national de la médiation sociale
Études
Projets d'innovation sociale

P26 **UNE ÉQUIPE À L'ÉCOUTE**

INTRODUCTION

Depuis des années, nous sommes témoins de l'évolution très rapide de phénomènes économiques, sociaux et environnementaux qui amplifient les inégalités dans des territoires déjà fragiles.
Ce contexte nous impose de repenser notre manière de faire société.
La médiation sociale apparaît à cet égard comme un outil incontournable.
Dans cette phase de profonde recomposition des relations interpersonnelles et des modes de cohabitation, cette profession peut devenir un maillon essentiel, tant dans la régulation du quotidien que dans l'accès aux droits et aux services.

La fracture numérique a, par exemple, accentué les inégalités :
manque d'équipements numériques, méconnaissance de leur fonctionnement, manque d'intérêt ou défiance vis à vis des démarches en ligne, absence d'expérience, préférence pour les démarches physiques et le « papier »…
La dématérialisation croissante des services publics constitue un facteur aggravant pour des situations de précarité et de pauvreté, d'isolement ainsi que de non-recours aux droits.

Nous devons ainsi pouvoir accompagner chaque habitant, chaque acteur et chaque décideur dans la compréhension des règles et des modalités nouvelles du vivre et agir ensemble. Face aux transformations sociétales en cours, et au-delà d'une logique de régulation de situations potentiellement conflictuelles, la médiation sociale doit adopter une logique d'accompagnement et de facilitation.
Et ne laisser personne au bord du chemin.

L'action de France Médiation s'inscrit plus que jamais dans cet objectif, comme en témoigne ce rapport d'activité 2019. Bonne lecture !

Laurent Giraud
Directeur de France Médiation

LA MÉDIATION SOCIALE

Faciliter les relations sociales du quotidien

ESPACE PUBLIC ET HABITAT COLLECTIF

ACCÈS AUX DROITS ET AUX SERVICES

TRANSPORTS EN COMMUN

MILIEU SCOLAIRE & JEUNESSE

PARTICIPATION CITOYENNE

La médiation sociale est une forme innovante d'intervention et de régulation sociale qui vise à favoriser le « mieux vivre ensemble », dans l'esprit de deux textes de référence : la Convention européenne des droits de l'homme et la charte de référence de la médiation sociale (Comité interministériel des villes, 2001).

Les médiateurs sociaux assurent une posture de tiers impartiaux et indépendants : ils écoutent, dialoguent, préviennent et gèrent des situations conflictuelles, accompagnent des projets… Présents sur le terrain, ils vont au-devant des habitants et tentent de faire advenir des solutions par les parties elles-mêmes. C'est la double approche de « l'aller vers » et du « faire avec ».

Réuni en 2000 à Créteil, lors d'un séminaire organisé par le ministère de la ville, un groupe d'experts européens a retenu la définition de la médiation sociale suivante :

« *La médiation sociale est définie comme un processus de création et de réparation du lien social et de règlement des conflits de la vie quotidienne, dans lequel un tiers impartial et indépendant tente, à travers l'organisation d'échanges entre les personnes ou les institutions, de les aider à améliorer une relation ou de régler un conflit qui les oppose.* »

Dans l'espace public et l'habitat collectif, les médiateurs vont à la rencontre des habitants. Ils échangent, relèvent des points de tension et des difficultés, orientent vers des partenaires, encouragent les initiatives.

Dans les transports en commun, les médiateurs sociaux assurent une présence rassurante dans un environnement souvent contraint, où des tensions peuvent vite apparaître.

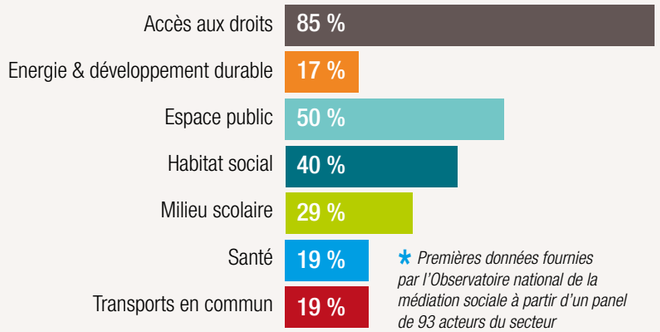
A l'heure de la dématérialisation, les médiateurs renforcent **l'accès aux droits et aux services de proximité**. Ils constituent un point d'entrée précieux pour tous ceux qui recherchent une aide.

En lien avec les autres acteurs sociaux et éducatifs ainsi que les familles, les médiateurs sociaux sont présents dans les établissements scolaires et à leurs abords pour **accompagner les plus jeunes** dans leurs interrogations et leurs aspirations.

Enfin, le vivre ensemble passe par un renforcement de la **participation des citoyens** au travers de projets collectifs, comme les « marches exploratoires de femmes ». Les médiateurs sociaux peuvent en être les initiateurs ou les facilitateurs.

QUELQUES CHIFFRES CLÉS SUR LE SECTEUR *

Domaines d'activité des dispositifs de médiation sociale



* *Premières données fournies par l'Observatoire national de la médiation sociale à partir d'un panel de 93 acteurs du secteur*

77 % d'associations
18 % de collectivités

Des financements principalement assurés par l'État, les collectivités, des entreprises, des bailleurs, les CAF et agences régionales de santé…

50 % des médiateurs sociaux sont embauchés en contrats aidés,
67 % ont le niveau Bac.

Un métier à haute valeur déontologique désormais encadré par une norme Afnor

Face aux exigences qu'implique cette profession au service de l'humain, l'action des médiateurs sociaux fait désormais l'objet d'une norme qualité directement liée, c'est une première, à leur cœur de métier. Co-construite par les acteurs du secteur, avec l'appui de l'Afnor et sous pilotage de l'État, elle a été validée en 2016.

La norme métier Afnor « Médiation sociale » a été élaborée à partir des pratiques existantes. Elle repose sur deux piliers, dont un premier concerne « le métier et ses activités ». Il rappelle la définition et le « processus » de la médiation sociale, le cadre déontologique (ci-après) et détermine les « huit registres d'intervention » du métier.

Le second pilier concerne « l'organisation de la structure ». Il définit les conditions favorables à la qualité de l'activité, comme sa contractualisation, son organisation, son suivi, son évaluation et le développement des compétences de l'équipe.

Démarche volontaire, la certification d'un dispositif de médiation sociale par l'Afnor signifie la reconnaissance officielle par un tiers du respect des exigences de la norme. Elle fournit la garantie d'une activité de qualité : le savoir-faire des médiateurs sociaux est valorisé, leur expertise est reconnue, et la relation de confiance avec les partenaires et les bénéficiaires s'en trouve renforcée.

Découvrez p.17 les modalités d'accompagnement à la certification proposées par France Médiation.

Une vidéo pour valoriser les premières certifications Afnor !
Depuis 2019, le secteur compte trois premiers acteurs certifiés à la norme métier Afnor « Médiation sociale » : ALTM (Lyon), Citéo (Lille) et la Ville de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine). Retrouvez leurs témoignages en ligne sur la page dédiée

FRANCE MÉDIATION

Une association nationale d'acteurs de la médiation sociale

France Médiation a été fondée sous la forme d'une association loi 1901 en 2008. Elle réunit un réseau de 75 structures publiques et privées situées dans une cinquantaine de localités en France métropolitaine et d'outre-mer.

Par la promotion et le développement de la médiation sociale, France Médiation agit en faveur de la cohésion sociale, de l'accès aux droits, de l'exercice de la citoyenneté ainsi que de la prévention et de la gestion de situations conflictuelles.

Autour du socle de valeurs « Agir ensemble et n'oublier personne », France Médiation entend impulser des réponses adaptées, qui placent les personnes, notamment les plus fragilisées, au cœur des projets, en favorisant l'expression de leurs besoins et de leurs attentes.

« *Notre partenariat avec France Médiation se construit autour de la dynamique de qualification et de développement de la médiation sociale portée par le réseau des adhérents.*

Il s'enrichit sans cesse de dimensions nouvelles : ainsi, en 2019, la politique de la ville a décidé, par exemple, d'accompagner le changement d'échelle de la médiation sociale en milieu scolaire au travers de son dispositif #TremplinAsso (voir p.23).
Il s'agit d'un engagement pluriannuel, qui trouvera sa pleine mesure à partir de 2020 et qui vient s'ajouter à notre engagement constant à vos côtés.

Et nous savons pouvoir compter sur la réactivité et la créativité de France Médiation pour proposer des solutions nouvelles à l'avenir ! »

Eric Briat,
adjoint au directeur, chef du service chargé
de la ville et de la cohésion urbaine,
Agence nationale de la cohésion sociale (ANCT)

QUATRE AXES STRATÉGIQUES POUR LA PÉRIODE 2016/2020

Représenter
- Faire connaître la médiation sociale
- Représenter la diversité des acteurs du secteur
- Inscrire la médiation sociale dans les politiques publiques

Structurer
- Renforcer la professionnalisation des acteurs
- Accompagner le développement des activités et des emplois en médiation sociale
- Développer la co-production des savoirs et les échanges de pratiques

Pérenniser
- Diversifier et pérenniser les financements des acteurs
- Valoriser les compétences et les parcours professionnels
- Garantir la qualité des interventions

Innover
- Répondre à des besoins sociétaux non couverts
- Explorer de nouveaux champs d'intervention du métier

Un champ d'action complet

A l'échelle nationale et territoriale, France Médiation assure la représentation des acteurs de la médiation sociale auprès des institutions, de partenaires et des médias. De cette façon, l'association promeut la reconnaissance de la médiation sociale dans les politiques publiques.

Dans un esprit de co-production, un programme de travail annuel (groupes thématiques, séminaires, journées) aboutit à des outils et à des projets concourant à la structuration et au développement du secteur.

Grâce à une localisation à Paris et dans plusieurs régions, France Médiation informe, met en réseau et conseille les acteurs au plus près de leurs territoires d'action. Un cycle d'ateliers de professionnalisation a notamment été conçu pour accompagner la certification à la norme métier Afnor « Médiation sociale ».

Une offre complète de modules de formation est proposée aux professionnels de la médiation sociale et à leurs partenaires.

France Médiation favorise la mutualisation, la capitalisation et la diffusion de bonnes pratiques et de savoirs relatifs à la médiation sociale auprès de tous les publics. Forte de ce rôle ressource, l'association est en mesure d'accompagner des opérateurs publics et privés à tous les stades de développement d'un dispositif de médiation sociale.

L'association pilote, enfin, des projets d'innovation sociale : par un soutien en matière d'ingénierie, de recrutement et de formation, elle appuie les acteurs dans l'exploration de nouveaux champs d'intervention.

La culture du partenariat

Consubstantielle du secteur de la médiation sociale, la logique partenariale caractérise également l'activité de son association nationale. Interlocutrice des pouvoirs publics depuis sa fondation en 2008, France Médiation a également noué un dialogue constant avec des acteurs sociaux et économiques, source de nombreux projets de développement.

Au niveau local, l'association reçoit le soutien des préfectures et directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale des Hauts-de-France (DRJSCS), de l'Ile-de-France, de Nouvelle-Aquitaine et de la région PACA

Conseil d'administration du 20 juin 2019

INSTANCES ET RÉSEAU DES MEMBRES

France Médiation réunit 75 associations et services de médiation sociale, réseaux, fédérations, opérateurs publics, privés et personnalités physiques :

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

ADÉLIES (association, Marseille)
Olivier Herbaut, président
Franck Adeline, directeur

AKATIJ, (association, Kourou)
François Hervé, président

AGIL (association, Grenoble)
Michel Miet, trésorier
Sandra Fugier, directrice

AMCS – Groupe Addap 13 (association, Marseille)
Vincent Gomez Bonnet, président
Julien Coclet, directeur

AMS (association, Marseille)
Pierre Perez, président
Éric Palmieri, directeur

ALTM (association, Lyon)
Jean Belmer, président
Xavier Rochefort, directeur

Bordeaux Métropole Médiation (GIP, Bordeaux)
Alexandra Siarri, présidente
Eléonore Becat, directrice

Citéo-ADEMN (association, Lille)
Chantal Uytterhaegen, présidente
Caroline Le Dantec, directrice générale

CRPV Centre de ressources Politique de la ville de Guyane (Cayenne)
Jean-Raymond Passard, président
Denis Souillard, directeur

DUNES (association, Marseille)
Brahim Termellil, président
Nourredine Bougrine, directeur

LaFédé (association, Saint-Denis)
Bénédicte Madelin, présidente
Aurélie Dutour, chargée de développement

Médiance 13 (association, Marseille)
Jean Cabasson, vice-président
Daniel Linon, directeur

OMEGA (groupement d'employeurs, Angoulême)
Jean-Michel Pascal, président
Cédric Jegou, directeur

P@JE (association, Nice)
Christian Dodd, président
Faouzi Lachelak, directeur

Partenaires Pour la Ville (association, Saint-Denis)
Jean-Paul Espie, président
Hanan Miloudi, directrice

Interfaces (association, Lille)
Dominique Dams, président
Aurore Clement, directrice

Profession Banlieue (association, Saint-Denis)
Sandrine Joinet Guillou, présidente
Vincent Havage, directeur

Promévil (association, Cergy)
Lyliane Jacobson, présidente
Lamine Thiam, directeur

L'Union Nationale des PIMMS (association, Lyon)
Sandrine Marty, présidente déléguée
Benoît Bourrat, directeur général

Ville de Lille
Marc Bodiot, adjoint au Maire de Lille, délégué à la sécurité, CLSPD, police municipale, agents locaux de médiation sociale
Mélanie David, directrice du CLSPD et de la Maison de la médiation et du citoyen.

LES MEMBRES ACTIFS

AUVERGNE - RHONE-ALPES
AGIL (Grenoble)
ALTM (Lyon)
Régie de Quartier RIB (Bron)
Ville de Saint-Fons

BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
AGDM (Dijon)

BRETAGNE
Ville de Chantepie
Optima (Vezin-le-Coquet)

GUADELOUPE
Ville de Baie Mahault

GUYANE
AKATIJ (Kourou)
Centre de ressources politique de la ville de Guyane (Cayenne)

GRAND EST
Ville de Charleville-Mézières

HAUTS-DE-FRANCE
AMI (Compiègne)
Ville d'Armentières
Baie de Somme - Communauté d'agglomération (Abbeville)
Citéo-ADEMN (Lille)
Ville de Creil
FACE Côte d'Opale (Calais)
Interfaces (Lille)
Interm'Aide (Creil)
Ville de Lens
Lille Sud Insertion
Ville de Lille
Ville de Lomme
Ville de Roubaix
Ville de Saint-Quentin

LE BUREAU

Alexandra Siarri, présidente,
Xavier Rochefort, vice-président
Bénédicte Madelin, vice-présidente,
Jean-Michel Pascal, trésorier,
Marc Bodiot, secrétaire,
Éric Palmieri, secrétaire adjoint,
Chantal Uytterhaegen, membre

MEMBRES ASSOCIÉS

AEF 93/94 (Montreuil)
Afpa (Montreuil)
Ville de Bordeaux
COFRIMI - Conseil et Formation sur les Relations Interculturelles et les Migrations (Toulouse)
Dijon métropole
Fondation Agir contre l'exclusion (FACE, Saint-Denis)
La Fédération des associations de médiation sociale et culturelle d'Île-de-France (LaFédé, Saint-Denis)
OPAC Saône-et-Loire (Mâcon)
Profession Banlieue (Saint-Denis)
Union Nationale des PIMMS (Lyon)

PERSONNALITÉS PHYSIQUES

Patrick Capel
Jean-Michel Favié
Jean-Edouard Grésy
Maryse Radojcic

ILE DE FRANCE
AMUON - Les Pierrots de la Nuit (Paris)
ARIFA (Clichy-sous-Bois)
Centre Yvelines Médiation – CYM (Versailles)
CLAVIM - (Issy les Moulineaux)
Ville de Clichy-la-Garenne
Fidamuris (Melun)
Ville de Montreuil
Ville de Nangis
Ville de Plaisir
Point Services aux Particuliers Saint-Quentin-en-Yvelines (Trappes)
Partenaires Pour la Ville (Saint-Denis)
Promévil (Cergy)

NOUVELLE AQUITAINE
ADSEA 86 (Buxerolles)
GIP Bordeaux Métropole Médiation
CCAS de Niort
Médiation Grand Châtellerault
Mont de Marsan Agglomération
OMEGA (Angoulême)
Ville de Libourne
Ville de Mérignac
Ville de Saint-Médard-en-Jalles
Ville de Talence

OCCITANIE
Médiance 66 (Perpignan)
MEDSO (Balma)

PAYS DE LA LOIRE
GLEAM (Laval)
Les Forges (Nantes)

SUD PACA
ADAM (Nice)
ADÉLIES (Marseille)
AMCS - Groupe Addap 13 (Marseille)
AMS (Marseille)
DUNES (Marseille)
Médiance 13 (Marseille)
P@JE (Nice)
Régie Service 13 (Marseille)
Schebba (Marseille)
Sud Formation (Marseille)

Adhérents, partenaires et membres de l'équipe réunis lors de la Journée régionale Sud PACA, à Marseille le 12 juin 2019

L'ADHÉSION À FRANCE MÉDIATION

LES AVANTAGES

- mise en avant des initiatives de terrain des adhérents dans le cadre d'une action nationale de valorisation et de plaidoyer en direction d'acteurs institutionnels, socio- économiques, universitaires, des médias, du grand public…
- partage de temps de mise en réseau entre territoires, de capitalisation d'expériences et de co-production (séminaire des directions, groupes de travail thématiques, « Lab » France Médiation…)
- accès à l'expertise de l'ensemble des adhérents de France Médiation et de son équipe permanente sur les différents aspects de son activité
- dans le cadre du cycle d'ateliers de professionnalisation préparatoire à la certification Afnor : norme métier et audit blanc gratuits, possibilité d'accompagnements individuels.
- visibilité et accompagnement dédié pour la publication d'offres d'emploi en ligne
- accès exclusif à l'application de reporting Medios
- possibilité de participer à des projets innovants en médiation sociale
- possibilité de participer aux jurys de la certification professionnelle France Compétences « Réaliser des interventions de médiation sociale » (voir p.19)
- tarifs préférentiels sur le catalogue de formations
- veille, actualités et ressources exclusives accessibles par Flashs Info ou à partir de l'espace Adhérent sur www.francemediation.fr
- gratuité des premiers exemplaires des publications de France Médiation ; tarif préférentiel pour des exemplaires supplémentaires

Un outil autant qu'un projet

L'association France Médiation se présente comme un espace d'échange et d'action où s'élabore une dynamique d'intelligence collective. A partir d'un socle de valeurs communes et de l'expérience de chacun des membres, il s'agit de co-construire des avancées pour le secteur à l'échelle nationale, productrices, à terme, de développement dans les territoires.

« La médiation est un élément incontournable pour faire vivre collectivement nos sociétés. On a besoin d'un relais pour porter et faire avancer les dossiers, au lieu de le faire chacun de son côté. »

Jean-Michel Lehembre, président de Citéo-ADEMN

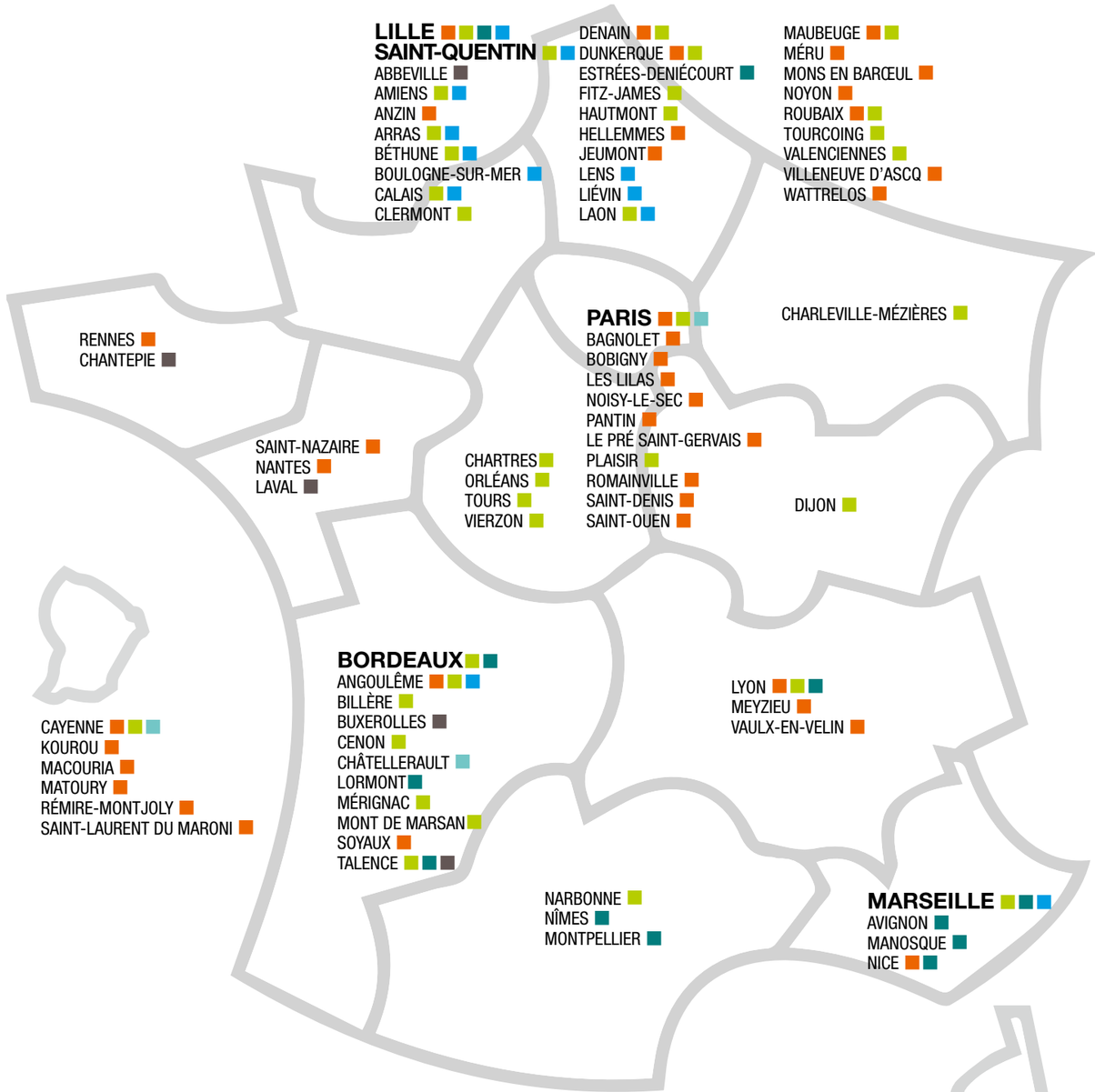
« La force du réseau, c'est l'idée du nombre qui fait force, de mener des projets en commun et de donner une résonance nationale à des structures locales. »

Olivier Herbaut, président d'ADÉLIES

Un tableau de bord dédié
A partir de leur espace réservé sur www.francemediation.fr, les adhérents peuvent retrouver en exclusivité des actualités, des ressources et des outils.

AU PLUS PRÈS DES TERRITOIRES

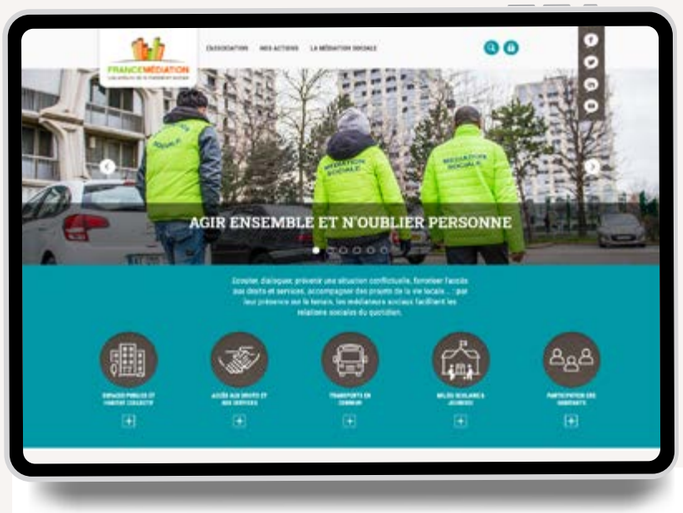
Exemples d'actions menées par France Médiation et ses adhérents en 2019



«VILLE EN GRAS»:
localisation du siège parisien de l'association ou des missions régionales d'appui dans les Hauts-de-France, en Île-de-France, Nouvelle-Aquitaine et Sud PACA

ACTIONS:
- Déploiement de postes de médiateurs dans le cadre du projet « Médiateur à l'École »
- Module de formation
- Atelier de professionnalisation préparatoire à la certification à la norme métier Afnor « Médiation sociale »
- Rencontre régionale, session d'information, groupe d'échange de pratiques
- Visite d'adhésion
- Séminaire de direction

2019 EN CHIFFRES ET EN IMAGES



Février : lancement d'un nouveau site Internet à la suite d'une consultation des adhérents sur l'élaboration de la phrase signature de l'association,

« Agir ensemble et n'oublier personne »

75 adhérents dont
5 nouveaux membres

Février : France Médiation entre au
Conseil national des villes

3 premières certifications à la norme métier Afnor « Médiation sociale »
Près de 160 professionnels accompagnés dans le cadre d'une préparation à la démarche

Novembre : Journée régionale Hauts-de-France à Saint-Quentin

3 séminaires des directions à
Paris, Châtellerault et Cayenne
La session de novembre organisée en Guyane (illustration ci-dessus) a été l'occasion pour les adhérents de prendre la mesure des dynamiques de structuration à l'œuvre dans le secteur de la médiation sociale sur l'ensemble du territoire national.

Décembre : Journées régionales Hauts-de-France à Liévin et Nouvelle-Aquitaine à Angoulême
Plus de 600 partenaires et professionnels de la médiation sociale ont été réunis lors du cycle de quatre rencontres professionnelles organisées entre juin et décembre dans des missions régionales d'appui portées par France Médiation.

Plus de 1600 visites uniques en moyenne chaque mois www.francemediation.fr

600 lecteurs réguliers de la Lettre d'information

Plus de 1500 abonnés sur les réseaux sociaux

Plus de 50 articles, vidéos et retombées presse en 2019

Juin : Journée régionale Sud PACA à Marseille

Avril : France Médiation reçue parmi les lauréats de
l'appel à manifestation d'intérêt #TremplinAsso au titre du projet « Médiateur à l'École ».
A terme, 100 postes de médiateurs sociaux seront déployés dans ce cadre. Par la suite, à la rentrée de septembre, le ministre de la ville et du logement, Julien Denormandie, est venu rencontrer des élèves et des médiateurs sociaux dans un collège de Seine-Saint-Denis.

51 médiateurs sociaux reçus à la certification professionnelle France Compétences « Réaliser des interventions de médiation sociale »

Plus de 1700 participants à 162 sessions de formation (dont 60 % se sont déroulées en régions)

98 % de stagiaires satisfaits *

Plus de 110 employeurs ont fait confiance à l'association parmi lesquels de nombreux adhérents ainsi que le CNFPT, l'IRTS de Talence, le rectorat de Lille, l'Opéra de Lyon, la Ville de Paris...

* Résultat de l'enquête de satisfaction réalisée par France Médiation dans le cadre de sa démarche qualité.

REPRÉSENTER ET ANIMER

Sur les enjeux de médiation sociale, France Médiation est un interlocuteur privilégié pour les institutions, des partenaires et les médias. Grâce à une équipe localisée à Paris et dans plusieurs régions, l'association impulse également une dynamique collective entre les acteurs de la médiation sociale dans le but de mener à bien des chantiers structurants pour le secteur.

Porter la voix de la médiation sociale auprès des pouvoirs publics

En représentant les professionnels auprès des institutions, France Médiation promeut la reconnaissance de la médiation sociale et sa prise en compte dans les politiques publiques.

Stratégie nationale de prévention de la délinquance

Le Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR) a consulté France Médiation dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle stratégie de prévention de la délinquance. Ces échanges ont aidé au fléchage de financements issus du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) en direction d'actions de médiation sociale. La démarche de certification à la norme métier Afnor « Médiation sociale » a également été confortée dans ce cadre, à l'échelle sectorielle et nationale.

Groupe de travail « Numérique et accès aux droits » du Haut conseil du travail social

Membre du Haut conseil du travail social (HCTS) depuis 2016, France Médiation a vu son mandat renouvelé pour trois ans. L'association est impliquée dans les instances et contribue en particulier au groupe « Numérique et accès aux droits ».

Les avis du groupe publiés en 2019 :

- *« Accès et maintien des droits pour tous à l'ère du numérique »*
- *« L'accompagnement social et éducatif individuel et collectif à l'ère du numérique »*
- *« Enjeux et conditions générales pour l'usage des outils numériques dans les pratiques d'intervention sociale »*

Conseil national des villes

Début 2019, France Médiation a été nommée au Conseil national des villes (CNV) par arrêté et a intégré son bureau. Instance placée auprès du Premier ministre, le CNV est consulté sur les questions de la politique de la ville et de lutte contre les discriminations : par ses contributions, il participe à la définition d'orientations de textes législatifs et des relations contractuelles entre l'Etat et les collectivités. Le CNV suit le développement des modes de gouvernance, de démocratie de proximité et de participation des habitants liés à la politique de la ville. C'est à ce titre que le comité national de suivi des conseils citoyens lui est rattaché.

Le CNV est un trait d'union entre les habitants, les acteurs de terrain, les responsables des politiques publiques et le gouvernement. C'est un espace de dialogue, de réflexion prospective, où « le pas de côté » est possible pour envisager des pistes de réforme et d'innovation.

Les avis du CNV auxquels France Médiation a contribué en 2019 :

- *« Mères isolées en QPV, monoparentalité et employeurs publics et privés : le défi des temps ».*
- *« Economie informelle et quartiers prioritaires : valoriser les savoir-faire économiques et soutenir les initiatives des habitants : un nouveau défi »*
- *« Fonds européens et quartiers prioritaires de la politique de la ville »*

FACE AU RISQUE DE « FRACTURE NUMÉRIQUE », L'APPORT DE LA MÉDIATION SOCIALE

Dans le cadre des travaux du Haut conseil du travail social, France Médiation a porté la plus-value du travail des médiateurs sociaux dans les réponses à apporter aux besoins d'accompagnement liés aux limites de la dématérialisation :

- capacité à toucher les personnes isolées et « invisibles », grâce à une démarche « d'aller vers ».
- approche « globale » de la situation des bénéficiaires
- position de tiers permettant de lever des incompréhensions et de renouer la communication entre les personnes et/ou les institutions.
- connaissance des dispositifs du territoire et rôle de relais vers des partenaires.

Valoriser les dynamiques

Au travers d'événements, d'une production éditoriale ou de partenariats médias, l'association donne à voir au plus grand nombre le développement du secteur et les initiatives des acteurs de la médiation sociale. Cette actualité très riche est relayée sur les réseaux sociaux, dans des newsletters et à partir d'un nouveau site internet lancé en 2019.

1600 visiteurs uniques en moyenne chaque mois sur www.francemediation.fr

600 lecteurs réguliers de la Lettre d'information

Plus de 1500 abonnés sur les réseaux sociaux

Plus de 50 articles, vidéos et couvertures presse en 2019

Impulser une mise en réseau

Échanges de pratiques, capitalisation d'expériences, temps de co-production… : France Médiation propose des rendez-vous nationaux et territoriaux afin de faire émerger des projets.

A l'échelle nationale, le séminaire des directions

Ces journées permettent aux responsables de structures et de services de médiation sociale adhérents de se retrouver afin d'aborder des sujets stratégiques et opérationnels mais aussi d'échanger de façon plus informelle.

En 2019, des séminaires ont été organisés à Paris (février), Châtellerault (juillet) et à Cayenne (novembre) et ont abordé les thèmes suivants :

- l'actualité du secteur et du réseau de ses adhérents
- la poursuite du mouvement de certification à la norme métier Afnor « Médiation sociale »
- les conditions de mise en œuvre du règlement général sur la protection des données (RGPD)
- les risques psychosociaux, à partir de la thématique « Investir la qualité de vie au travail »
- l'élaboration d'un accord cadre national pour le secteur de la médiation sociale

UN CYCLE DE QUATRE JOURNÉES RÉGIONALES QUI A RÉUNI PLUS DE 600 PARTICIPANTS

Ces rencontres professionnelles se sont tenues dans des missions régionales d'appui portées par France Médiation : en région Sud PACA (à Marseille, en juin), dans les Hauts-de-France (à Saint-Quentin en novembre et Liévin en décembre - illustration ci-dessus) et en Nouvelle-Aquitaine (à Angoulême, en décembre). Des séances plénières et des ateliers thématiques ont permis de croiser les points de vue avec, au cœur des échanges, la parole des médiateurs sociaux.

« *Une très belle rencontre qui a permis de prendre la mesure de la diversité des acteurs qui œuvrent pour la médiation sociale. Les contacts pris vont permettre une meilleure connaissance de qui fait quoi et où. Par ailleurs, c'est très important de savoir que, dans le travail et les efforts fournis pour accompagner les publics demandeurs, nous ne sommes pas seuls.* »

Participant à la Journée régionale Hauts-de-France de Saint Quentin

Une action de proximité en régions

France Médiation accompagne au plus près les dynamiques du secteur de la médiation sociale grâce à un pôle Vie du réseau localisé au siège parisien et au niveau local. L'association assure en effet le portage opérationnel de cinq missions régionales d'appui (MRA) : dans les Hauts-de-France, en Ile-de-France, en Nouvelle-Aquitaine et en région Sud PACA (voir contacts p.26).

Par des échanges en direct et des visites, l'équipe du pôle Vie du réseau s'emploie quotidiennement à renforcer la cohésion entre les acteurs du secteur. Cinq nouvelles adhésions ont été enregistrées en 2019.

Le pôle coopère quotidiennement avec les partenaires de la médiation sociale et des dispositifs adultes-relais : les services de l'État (délégués du préfet, secrétariats régionaux pour les affaires régionales (SGAR), directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS), les services Politique de la ville de collectivités ou encore les centres de ressources Politique de la ville. France Médiation représente le secteur en intervenant régulièrement lors des rendez-vous territoriaux de ces partenaires.

L'association est plus directement à l'initiative de temps d'échanges de pratiques entre professionnels de la médiation sociale. Notamment, un cycle de quatre Journées régionales (ci-contre) a rassemblé entre juin et décembre plus de 600 participants. Décideurs publics et privés, experts, responsables de structures, encadrants d'équipes et médiateurs sociaux étaient invités à échanger sur les dynamiques du secteur et des préoccupations communes. Ces Journées ont été co-organisées avec les adhérents et partenaires du territoire et ont été couplées, dans les Hauts-de-France, avec les rencontres territoriales prévues dans le cadre des dispositifs adultes-relais*.

* En partenariat avec les services de l'Etat, la Région Hauts-de-France et l'IREV, centre de ressources Politique de la ville Hauts-de-France.

Près de 160 professionnels accompagnés en 2019 dans la préparation à certification à la norme métier Afnor « Médiation sociale »

Accompagner collectivement et individuellement

Le pôle Vie du réseau met en relation mais, également, informe et conseille les acteurs selon une logique ascendante : à partir de l'identification de besoins sur le terrain et d'un partage d'expertise, l'équipe impulse des synergies et des réponses adaptées.

Fournir un appui dans la démarche de certification à la norme métier Afnor

France Médiation figure parmi les parties prenantes initiatrices de la norme métier Afnor « Médiation sociale ». Depuis 2016, ce cadre professionnel commun définit des standards de référence en matière de médiation sociale : y être certifié est, pour les structures, un gage de qualité et de reconnaissance décisif pour leur développement (voir p. 5 pour en savoir plus sur la norme). La démarche a connu trois premiers aboutissements en 2019 avec les certifications de l'ALTM (Lyon), de Citéo (Lille) et de la Ville de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine).

L'association accompagne les acteurs de la médiation sociale dans l'appropriation des principes et des exigences de la norme métier ainsi que du référentiel de certification. Plus largement, cette démarche vise la structuration de l'activité au quotidien, la montée en compétences des équipes et l'échange de bonnes pratiques. Cet appui se traduit par un cycle d'ateliers dits de « professionnalisation » permettant de préparer l'audit de certification à partir des fondamentaux d'une politique qualité et des différents aspects de l'activité d'une structure ou d'un service.

« *On a la chance à France Médiation de développer un accompagnement béton. [L'ALTM] en a tiré vraiment parti parce que ça a permis, en plus, un échange des pratiques avec les directeurs des autres structures, de se poser les bonnes questions.* »

Xavier Rochefort, directeur de l'ALTM (Lyon), certifiée Afnor en 2019

Entièrement remodelés en 2019 dans un objectif d'amélioration continue, ces groupes de travail sont gratuits. Ils s'adressent à tous les services et associations de médiation sociale et se déroulent dans plusieurs régions. L'accès à des documents en ligne permet de poursuivre le projet une fois de retour dans sa structure. L'adhésion donne la possibilité d'approfondissements individualisés ainsi que de l'organisation d'audits blancs.

Construire des réponses en matière de formation

- déploiement de l'offre de formation au plus près des territoires des acteurs
- adaptation des modules en lien avec leurs projets

Grâce à une présence dans quatre régions depuis 2018, France Médiation a renforcé son action de proximité, à la fois géographique et de projet. L'apport des chargés de mission du pôle Vie du réseau est à cet égard essentiel (information locale ; recensement préalable des besoins des professionnels ; appui au montage des sessions…).

Apporter un conseil sur-mesure

Dans le cadre d'une adhésion notamment, un conseil individuel est possible sur les enjeux cités précédemment et, au-delà, sur tous les aspects de l'activité d'une structure : recrutement, financements, reporting, évaluation des actions de médiation sociale et de leur utilité sociale...

FORMER

Organisme de formation, France Médiation contribue à la qualification du secteur de la médiation sociale en donnant la possibilité à ses professionnels d'acquérir, d'actualiser et de faire reconnaître leurs compétences.

La formation, un savoir-faire de France Médiation reconnu, structurant pour le secteur.

En réponse aux besoins des acteurs de la médiation sociale, France Médiation développe une ingénierie de formation depuis sa création en 2008. En 2018, l'association a été enregistrée dans DataDock*. Ce domaine d'activité a continué de progresser en 2019 : 162 sessions ont été organisées pour 1707 stagiaires et le déploiement en régions s'est poursuivi.

* Base de données unique rassemblant les organismes de formation respectant les critères qualité définis par la Loi.

Ce développement a impliqué le renforcement du pool de formateurs en s'appuyant notamment sur les ressources du réseau des adhérents : France Médiation compte désormais deux formateurs permanents et a habilité six intervenants parmi les équipes des structures membres de l'association.

Un catalogue de formations complet

L'offre de formation de France Médiation se fonde sur une pédagogie active, ancrée dans les pratiques de terrain.

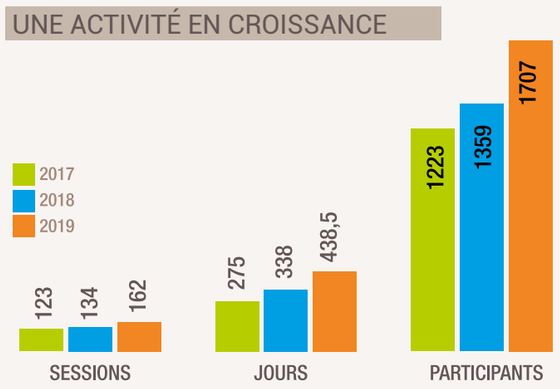
25 modules ont été conçus pour trois types de publics : les médiateurs, (avec une progression à partir de trois séries de modules, « fondamentaux », « de spécialisation » et « d'approfondissement »); les encadrants; les partenaires.

Il est possible de suivre un seul module ou bien d'en combiner plusieurs, selon deux formules :

- **en inter-structures** (c'est-à-dire au sein d'une structure - sur demande) : l'intérêt majeur est de permettre la rencontre entre des médiateurs de différentes structures. Ces sessions, principalement programmées à Paris, peuvent aussi être organisées en régions à la demande, lorsqu'un nombre suffisant de participants le permet.
- **en intra-structure**, lorsqu'un employeur souhaite former collectivement ses équipes. Cette option permet d'ajuster le contenu des modules au plus près des besoins de l'organisation et d'agir sur la dynamique d'équipe.

LA FORMATION DES PROFESSIONNELS DE LA MÉDIATION SOCIALE

UNE ACTIVITÉ EN CROISSANCE



Parcours certifiant « Les fondamentaux de la médiation sociale »

Reconnaissance officielle, montée en compétences, meilleur accès aux financements de la formation continue… : la série des six modules « Fondamentaux » (programme ci-contre) propose une solution de formation adaptée aux objectifs des médiateurs sociaux et de leurs employeurs. Ce programme offre l'opportunité de se porter candidat à la certification professionnelle « Réaliser des interventions de médiation sociale » qui atteste officiellement de la maîtrise de compétences techniques propres à la médiation sociale.

51 médiateurs sociaux certifiés en 2019 (sur 70 candidats, soit un taux de réussite de 73 %)

14 jurys habilités

4 régions ont accueilli les épreuves (Hauts-de-France, Ile-de-France, Nouvelle-Aquitaine, Sud PACA)

2 équivalences établies avec deux adhérents sur certains modules

« Cette certification est très importante pour moi car elle me permet d'être plus légitime dans cette profession. Elle me permettra de postuler dans des postes et des structures qui m'intéressaient depuis des années. »

Un stagiaire certifié en 2019

Plans de professionnalisation à destination des salariés en contrat adultes-relais

France Médiation a été choisie par les services de l'Etat et de collectivités* pour assurer en 2019 la formation de 564 médiateurs sociaux embauchés en contrat adultes-relais, dans trois régions : les Hauts-de-France, l'Ile-de-France et le Centre-Val de Loire – Loiret. En partant des besoins des professionnels au niveau local, l'association a déployé son ingénierie pour proposer des dispositifs adaptés :

- programmation pédagogique à partir d'une combinaison sur-mesure de modules du catalogue
- montage partenarial et financier
- coordination administrative et logistique, communication
- évaluation

* Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) Hauts-de-France, Ile-de-France et Centre-Val de Loire - Loiret ainsi que la Région Hauts-de-France.

LES MODULES FONDAMENTAUX OUVRANT LA VOIE À LA CERTIFICATION PROFESSIONNELLE « RÉALISER DES INTERVENTIONS DE MÉDIATION SOCIALE »

- Maîtriser le positionnement et le cadre d'intervention du médiateur social (MS01) > 3 jours
- Construire la cartographie des acteurs du territoire pour transmettre l'information & garantir un relais efficace (MS02) > 2 jours
- Maîtriser les techniques de communication indispensables en médiation sociale (MS03) > 3 jours
- De la confrontation au dialogue : savoir gérer les conflits en temps réel (MS04) > 3 jours
- De l'accueil à la recherche d'une solution partagée : comment mettre en place une médiation sociale ? (MS05) > 3 jours
- Identifier les problématiques rencontrées pour apporter une réponse par la médiation sociale (MS06) > 3 jours

Les stagiaires ayant suivi le parcours en entier (17 jours au total), sur une période de 24 mois maximum, peuvent présenter l'examen final dans le but d'obtenir la certification professionnelle « Réaliser des interventions de médiation sociale ». Cette dernière est enregistrée au Répertoire spécifique France Compétences ainsi que sous le code CPF 237535.

En 2019, plus de 1700 participants à 162 sessions de formation (dont 60 % se sont déroulées en régions)

98 % de stagiaires satisfaits*

Plus de 110 employeurs ont fait confiance à l'association parmi lesquels de nombreux adhérents ainsi que le CNFPT, l'IRTS de Talence, le rectorat de Lille, l'Opéra de Lyon, la Ville de Paris…

* Résultat de l'enquête de satisfaction réalisée par France Médiation dans le cadre de sa démarche qualité.

FORMER

Plan « Valeurs de la République et laïcité »

Le Comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté (CIEC) du 6 mars 2015 a décidé la mise en place d'un plan national de formation intitulé « Valeurs de la République et laïcité » à destination de l'ensemble des professionnels en contact avec des publics. L'objectif est à la fois de donner des clés pour aider les professionnels à ajuster leur posture et d'apporter des éléments de réponse sur des situations de terrain, selon des logiques de laïcité, de non-discrimination et de dialogue. France Médiation a décliné ce plan auprès de 49 médiateurs sociaux en contrat adultes-relais dans les Hauts-de-France (3 sessions) et en Ile-de-France (1 session).

Formation sur les phénomènes d'emprise mentale

En lien avec la volonté du gouvernement de former l'ensemble des acteurs de proximité à la prévention de la radicalisation, France Médiation a conçu le module « Quel positionnement du médiateur social face aux discours et comportements radicaux ? ». Adaptée au cadre d'intervention des médiateurs sociaux, cette formation permet une appropriation des notions clés et fournit des outils et des méthodes transférables dans l'activité professionnelle. A la demande de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) Hauts-de-France, l'association a déployé 6 sessions auprès de 69 stagiaires.

Un volet formation intégré à d'autres projets de l'association

France Médiation fait de la formation une des conditions de réussite de projets innovants pour le secteur. Des programmes adaptés sont élaborés, articulant des modules du tronc commun avec d'autres, spécialement conçus pour les besoins de chaque dispositif.

38 médiateurs sociaux recrutés dans le cadre du projet « Médiateur à l'Ecole » (voir p.23) ont été formés en métropole et en Guyane. Parmi eux, **10** ont obtenu la certification professionnelle « Réaliser des interventions de médiation sociale »

4 adhérents formés au logiciel de reporting Medios

2 formations élaborées spécialement pour le projet « Référent de parcours » (voir p.25) et le projet « Accompagnement à la maîtrise d'usage » (voir p.25)

Consultez le catalogue en ligne !
Programme, dates, bulletins d'inscription... : toute l'offre de formation de France Médiation est accessible depuis le site.
Le service Formation est également à votre disposition au 01 83 97 97 78 ou via service.formation@francemediation.fr

DÉVELOPPER

France Médiation favorise la mutualisation, la capitalisation et la diffusion de bonnes pratiques et de savoirs relatifs à la médiation sociale. Forte de ce rôle ressource, l'association est en mesure d'accompagner des opérateurs publics et privés à tous les stades de développement d'un dispositif de médiation sociale. Une approche complète est proposée, qui inclut : une analyse des enjeux de terrain comme des orientations en matière de politiques publiques, des préconisations à la fois stratégiques et opérationnelles. France Médiation pilote, enfin, des projets d'innovation sociale : par un soutien en matière d'ingénierie, de recrutement et de formation, l'association appuie les acteurs dans l'exploration de nouveaux champs d'intervention.

Observatoire national de la médiation sociale

- améliorer la visibilité du secteur grâce à la production de données nationales sur les professionnels de la médiation sociale et leur action
- à partir de l'expertise de terrain de la médiation sociale, participer à l'analyse de l'évolution des besoins des territoires, des quartiers prioritaires notamment
- valoriser la contribution de la médiation sociale dans les politiques publiques, engager une réflexion prospective et dégager des pistes d'action innovantes

Partenaire : CIPDR

Réseaux associés : France Médiation, FACE, LaFédé, Union nationale des Pimms.

Lancée début 2019 par des réseaux de la médiation sociale, la démarche de l'Observatoire national a débuté avec une vaste enquête visant à dresser un nouvel état des lieux du secteur. Une base de données et des indicateurs communs ont été élaborés collectivement afin de recueillir auprès des services et des structures de médiation sociale deux types d'informations : d'une part, quantitatives et descriptives (taille des structures, cadre d'emploi des médiateurs, environnements d'intervention…) ; d'autre part, qualitatives, sur les résultats et les effets des activités de médiation sociale.

Au-delà du renouvellement d'un panorama sur la profession, ces données vont être mises au service d'un diagnostic sur les besoins des territoires. L'ensemble de ces résultats seront partagés auprès des acteurs de terrain, avant une restitution publique. Avec le dispositif de l'Observatoire national, la médiation sociale va disposer d'un outil performant pour jouer à plein son rôle ressource auprès des pouvoirs publics et apparaître comme un moyen d'action incontournable, en phase avec la demande sociale.

Études

Préfiguration d'une structure de médiation sociale en Guyane

Commanditaire : Centre de ressources Politique de la ville (CRPV) de Guyane

La mission confiée à France Médiation comprend deux axes :

- les options de portage juridique de postes de médiateurs sociaux dans le cadre du projet « Médiateur à l'Ecole ». Le CRPV Guyane déploie et porte plusieurs postes dans le cadre d'une expérimentation qui s'achèvera en décembre 2020.
- un appui méthodologique dans la production d'un diagnostic sur les besoins en médiation sociale sur le territoire guyanais, à des fins de structuration, de pérennisation et de développement de l'emploi dans ce secteur.

Accompagnement à la mise en place d'un Groupement d'intérêt public (GIP) en matière de médiation sociale.

Commanditaire : Ville de Bobigny

En 2000, un service municipal de médiation a été créé à Bobigny afin de répondre à des enjeux de tranquillité publique dans le cadre d'un contrat local de sécurité. A l'initiative de la Ville, un projet de convention constitutive d'un Groupement d'intérêt public (GIP) a été élaboré, dans le but d'aborder de façon collective les problématiques ayant cours sur le territoire communal. La Ville de Bobigny a sollicité France Médiation pour l'accompagner dans sa réflexion et dans la finalisation du projet :

- revisiter d'un point de vue « métier » le contenu de la convention constitutive du GIP.
- inscrire le projet dans le cadre de référence de la médiation sociale, dans une démarche de qualité et de satisfaction des partenaires et des publics.
- assister la Ville dans la phase de présentation, d'appropriation et de validation du projet de GIP par l'ensemble des partenaires.

Face à la dématérialisation des droits et des services, les rôles et les leviers de la médiation sociale pour renforcer l'inclusion sociale et numérique.

Adhérent pilote : Médiance 13

Si l'accès aux équipements numériques s'améliore, la maîtrise de leur usage reste très inégale : en France, l'« illectronisme » ou l' « illettrisme numérique », touche 17 % de la population.

Compte tenu de la place grandissante qu'occupe le numérique dans les modes de vie, les mobilités, les échanges économiques et d'informations, des différences d'appréhension de sa pratique tendent à renforcer les inégalités. Notamment, l'exclusion du numérique est devenue un facteur discriminant supplémentaire dans l'accès aux droits et aux services.

En 2018, le Conseil national des villes a rappelé qu'« un accompagnement humain [devait] obligatoirement être préservé chaque fois que nécessaire et adapté aux réalités sociales et territoriales ».

Sur la base de ce constat, France Médiation a confié à Médiance 13 la réalisation d'une étude au sein de l'association. Plusieurs structures adhérentes de l'association ont été rencontrées pour élaborer :

- un diagnostic sur les problématiques liées aux démarches en ligne
- un recensement d'actions existantes au sein du réseau des adhérents et des éléments d'analyse sur la plus-value de la médiation sociale
- des pistes d'action, d'évaluation et d'essaimage

Projets d'innovation sociale

Projet « Médiateur à l'École »

- prévenir et gérer des situations de harcèlement et de violence
- contribuer à la lutte contre l'absentéisme et le décrochage scolaire
- développer les comportements citoyens et une culture du dialogue et de la tolérance

Partenaires : ministère de l'Education nationale, ministère de l'Intérieur, ministère de la Cohésion des territoires, Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR), Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)

Adhérents porteurs et territoires d'action :
ALTM (Rhône), AMI (Oise), Citéo (Nord et Seine-Saint-Denis), CRPV Guyane, GIP Bordeaux Métropole Médiation, Omega (Charente), Optima (Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Paris et Seine-Saint-Denis), PPV 93 (Seine-Saint-Denis), Ville de Saint-Quentin (Aisne)

Dans le cadre d'un partenariat interministériel, France Médiation pilote depuis 2012 un projet de médiation sociale en milieu scolaire d'envergure nationale. Les postes de médiateurs sociaux sont déployés au sein de quartiers Politique de la ville. Chacun d'entre eux se voit attribuer un « site scolaire », composé d'un collège et d'une ou deux écoles élémentaires de rattachement. Placés sous l'autorité fonctionnelle des chefs d'établissements, les médiateurs sont employés et encadrés par des associations spécialisées et expérimentées en médiation sociale.

En 2019, 74 sites scolaires étaient répartis dans 10 départements. 210 établissements scolaires et 65 000 élèves étaient concernés.

Association agréée par l'Éducation nationale, France Médiation a fait partie des lauréats 2019 de l'appel à manifestation d'intérêt #TremplinAssso au titre du projet « Médiateur à l'École » : à terme, 100 nouveaux postes de médiateurs sociaux seront développés dans ce cadre. Au niveau local, « Médiateur à l'École » fait l'objet d'un portage partenarial et contribue à la dynamique des « Cités éducatives ».

La médiation sociale au service du bien-être et de la réussite des élèves

En milieu scolaire, les médiateurs sociaux assurent une présence dans et aux abords des établissements afin de prévenir des situations conflictuelles ; proposent un accompagnement individuel ou collectif et impulsent des projets s'inscrivant dans la vie de l'établissement, comme la médiation « par les pairs » (c'est à dire entre les élèves eux-mêmes).

Leur intervention repose sur l'écoute, le non-jugement et l'absence de pouvoir de sanction. Leur posture de tiers impartiaux et indépendants permet de favoriser le dialogue entre les élèves, les familles et les professionnels de l'établissement. La transition élémentaire-collège, le lien entre l'école et le quartier et la complémentarité avec les différents acteurs de l'éducation des enfants (parents, communauté éducative, partenaires) constituent des axes transversaux de leur action.

En 2019, France Médiation a fait partie des lauréats de l'appel à manifestation d'intérêt #TremplinAsso : à terme, 100 postes de médiateurs sociaux seront déployés dans ce cadre.

« *Ici, on est dans des situations sociales qui sont difficiles, précaires, tendues. Les enfants ont besoin qu'on adapte le cadre, qu'on leur explique bien les choses et qu'on prenne le temps.* »

Principale de collège en Seine-Saint-Denis

Une étude du LIEPP Sciences Po (Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques) a démontré la pertinence du projet et la réceptivité des élèves à la médiation sociale. Cette dernière contribue à libérer la parole et à diminuer les taux de violences verbales, physiques et psychologiques.

Par exemple, cette tendance est nette chez les enfants les plus sujets à la violence, en particulier les garçons de 6e pour qui la probabilité de se sentir harcelés baisse de 46 % (90 % dans le cas du cyberharcèlement). Aussi, la médiation sociale contribue à l'éducation à la citoyenneté pour développer les compétences psycho-sociales de l'élève et son apprentissage du vivre-ensemble.

« *Même à la maison, j'ai vu mon fils évoluer : avant, il pouvait s'emporter facilement. Maintenant, il est plus attentif aux situations qui l'entourent. Il est prêt à écouter et à discuter avec les autres.* »

Parent d'élève médiateur

A la rentrée de septembre, le ministre de la ville et du logement, Julien Denormandie, est venu à la rencontre de médiateurs sociaux et d'élèves dans un collège de Seine-Saint-Denis pour échanger sur les apports du dispositif.

Un podcast France Culture et une nouvelle Lettre d'information !

En novembre 2019, l'émission le Grand Reportage était consacrée au projet « Médiateur à l'école ». Un long format exceptionnel à réécouter depuis la page du projet sur www.francemediation.fr. Pour rester informé n'hésitez pas à vous abonner à la Lettre dédiée !

Projet « Référent de parcours »

- prévenir et lutter contre les situations d'exclusion, d'errance et de marginalisation de jeunes dits « invisibles »
- contribuer au repérage et à la mobilisation de ce public, favoriser son accès aux droits et aux services
- participer au renforcement de la gouvernance partenariale au service de la qualité et de l'efficacité des parcours d'insertion

Partenaires : ministère du travail, Haut-Commissariat aux compétences, préfecture et direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de la région d'Ile-de-France

MINISTÈRE DU TRAVAIL
Liberté
Égalité
Fraternité

Haut-commissariat aux compétences

INVESTIR DANS VOS COMPÉTENCES

Adhérents porteurs et territoires d'action :
Citéo (Val-de-Marne et Val-d'Oise), Fidamuris (Seine-et-Marne), Optima (Val-de-Marne)

Labélisé Plan d'investissement dans les compétences, le projet « Référent de parcours » relève du Plan régional d'insertion (PRIJ) lancé en 2018 par le préfet de la région d'Île-de-France en direction de la jeunesse de quartiers prioritaires. France Médiation va accompagner le déploiement, entre 2019 et 2022, de sept postes de médiateurs sociaux « référents de parcours ».

L'action de ces derniers vise l'insertion professionnelle et sociale de personnes âgées de 16 à 29 ans, sans emploi, n'ayant eu accès ni à un diplôme, ni à une formation*. Il s'agit de proposer un soutien permettant aux bénéficiaires d'aborder la suite de leur itinéraire à partir d'un accompagnement individuel d'évolution, d'activités individuelles ou collectives, supports au projet, et de mises en contact avec des partenaires (secteur social, de l'insertion, de la formation, secteur privé).

L'originalité de la réponse avancée par France Médiation tient à ce profil de « médiateurs sociaux » des référents de parcours, formés aux fondamentaux de cette profession et employés par des structures spécialisées. Une démarche de capitalisation et d'évaluation pour identifier la plus-value de la médiation sociale est à cet égard intégrée au projet.

Projet « Accompagnement à la maîtrise d'usage »

- conseiller des résidents en matière d'écogestes et d'économies d'eau et d'énergie
- contribuer à l'objectif de 100 % de copropriétés ANRU accompagnées à horizon 2022

Partenaire : Nexity

Adhérents porteurs et territoires d'action :
Interfaces (Lille), Médiance 13 (Marseille)

Des médiateurs sociaux contribuent au programme Nexity d'accompagnement de propriétaires et de locataires à la maîtrise de certaines de leurs charges. Le groupe immobilier entend en effet lutter contre la précarité énergétique, réduire le décalage entre les performances énergétiques prévisionnelles et réalisées et prévenir les difficultés de propriétaires à la solvabilité limitée, souvent primo-accédants. Avec un dispositif complet d'ateliers collectifs, de visites à domicile et d'assistance téléphonique, des médiateurs sociaux épaulent les résidents en matière d'écogestes (eau, énergie, déchets, encombrants) et de leviers de réduction de leur consommation. Deux sites pilotes sont mis en place pour expérimenter ce projet.

*Situation autrement dénommée sous l'acronyme « NEET'S », condensé de « Not in employment, education or training ».

UNE ÉQUIPE À L'ÉCOUTE

Un collectif renforcé, désormais engagé dans une démarche qualité… : France Médiation est mobilisée pour accompagner les avancées du secteur de la médiation sociale.

Direction

Laurent Giraud, directeur
Armelle Querré, assistante de direction
Thomas Berland, assistant de gestion administrative et comptable
Julien Bramy, chargé de communication
Etienne Pinto, chargé de communication

Pôle Vie du réseau

Patrick Tite, responsable
Hélène Gugel, chargée de mission régionale Hauts-de-France pour le Nord et le Pas-de-Calais
Justine Gouala, chargée de mission régionale Hauts-de-France pour l'Aisne, l'Oise et la Somme
Anna Le Moal, chargée de mission régionale Nouvelle-Aquitaine
Tatiana Jennings, chargée de mission régionale Sud - PACA

Pôle Formation

Thérèse Bouvier, responsable
Sandrine Baud, assistante Formation
Rosa Hamdane, assistante Formation
Caroline Buisine, formatrice
Jonathan Croquison, formateur

Pôle Ingénierie & développement

Sandra Léocadie, responsable
Pierre Mennevret, chargé de développement projets

FRANCEMÉDIATION
Les acteurs de la médiation sociale

UNE QUESTION, UN PROJET ?
CONTACTEZ-NOUS !

43, rue Blanche - 75009 PARIS
01 55 03 00 85
infos@francemediation.fr

Service Formation
01 83 97 97 78
service.formation@francemediation.fr

Rendez-vous sur www.francemediation.fr !
Articles et ressources, vidéos, formations, offres d'emplois...: retrouvez l'actualité de France Médiation et du secteur sur le site entièrement rénové de l'association ainsi que dans les lettres d'information et sur les réseaux sociaux !

Edition 2020 - Graphisme Résonances
Crédits photos : AGDM ; ALTM ; Stéphanie Priou ; Ville de Romainville ; Transdev ; Aymeric Warmé-Janville

FRANCEMÉDIATION
Les acteurs de la médiation sociale

www.francemediation.fr

@FranceMediation